

9° in paragraaf 2, 3°, worden de woorden "de heer Peter Van Neuss" vervangen door de woorden "de heer Peter van Neuss".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 10 november 2016.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
De Minister-President,  
O. PAASCH  
De Viceminister-President,  
Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,  
I. WEYKMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200512]

#### 19 JANVIER 2017. — Décret modifiant les Livres I<sup>er</sup> et II du Code de l'Environnement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modifications apportées au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article D. 53 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 4 février 2010, le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Les plans de gestion des risques d'inondation visés à l'article D. 53-3 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau sont soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement au sens du présent chapitre. ».

##### CHAPITRE II. — Modifications apportées au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

**Art. 2.** Dans l'article 2 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 18° les mots « visés à l'article 318, § 2; » sont remplacés par les mots « visés à l'article D.288, § 2, alinéa 2; »;

b) est inséré un 27<sup>o</sup>ter rédigé comme suit :

« 27<sup>o</sup>ter : « Directive-cadre sur l'eau » : la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau; »;

c) est inséré un 81<sup>o</sup>bis rédigé comme suit :

« 81<sup>o</sup>bis : « Système d'épuration individuelle » : équipement permettant l'épuration des eaux usées domestiques rejetées par une habitation ou un groupe d'habitations et l'évacuation des eaux épurées; ».

**Art. 3.** A l'article D. 4, § 2, dernier alinéa, du même Livre, les mots « ou de membre du comité des experts » sont abrogés.

**Art. 4.** A l'article D. 26 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par les mots « , ainsi qu'une synthèse provisoire des questions importantes qui se posent dans le bassin hydrographique en matière de gestion de l'eau »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Trois ans au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion, les projets de calendrier et de programme de travail, ainsi que la synthèse provisoire des questions importantes sont publiés par extraits au *Moniteur belge* et soumis par l'autorité de bassin à une enquête publique d'une durée minimale de six mois. Simultanément, l'autorité de bassin met à disposition les projets de calendrier et de programme de travail, la synthèse provisoire des questions importantes ainsi que les informations utilisées pour leur élaboration, sur le portail de la Région wallonne consacré à la Directive-cadre sur l'eau et dans chaque commune du bassin hydrographique wallon concerné. »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots « ainsi que la synthèse des questions importantes » sont insérés entre les mots « projets de calendrier et de programme de travail » et les mots « peuvent être consultés »;

4° dans le paragraphe 4, les mots « et la synthèse provisoire des questions importantes » sont insérés entre les mots « projets de calendrier et de programme de travail » et les mots « à enquête publique »;

5° Le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Dans les soixante jours qui suivent la fin de l'enquête publique, l'autorité de bassin arrête le calendrier, le programme de travail et la synthèse des questions importantes. Sa décision est motivée. Le calendrier, le programme de travail et la synthèse des questions importantes sont publiés par extraits au *Moniteur belge* et sont rendus accessibles sur le portail de la Région wallonne consacré à la Directive-cadre sur l'eau. ».

**Art. 5.** L'article D. 27 du même Livre, modifié par le décret du 27 mars 2014, est abrogé.

**Art. 6.** A l'article D. 28 du même Livre, modifié par les décrets du 4 février 2010 et du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. En vue de l'élaboration du plan de gestion visé à l'article D.24, § 1<sup>er</sup>, l'autorité de bassin élabore un projet de plan de gestion ainsi qu'un projet de programme de mesures, établis notamment sur la base des avis et observations recueillis à l'issue des procédures prévues à l'article D.26.

En même temps qu'elle arrête les projets de plan de gestion et de programme de mesures, l'autorité de bassin les soumet à l'évaluation des incidences sur l'environnement visée à l'article D.53 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Il ne peut être fait application de l'exemption prévue à l'article D. 53, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Lorsque l'information exigée à l'article D.56 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est donnée de manière suffisante dans le projet de plan de gestion ou le projet de programme de mesures, le rapport sur les incidences environnementales peut être limité sur le point à une référence précise à ce projet.

L'article D. 57, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ne s'applique pas à l'évaluation des incidences environnementales prévue par le présent article.

§ 2. Un an au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion visé à l'article D.24, § 1<sup>er</sup>, l'autorité de bassin soumet le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures, ainsi que le rapport sur les incidences environnementales établi en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, à une enquête publique d'une durée minimale de six mois.

L'article D. 29-13, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ne s'applique pas au présent article, sauf en ce qui concerne la permanence communale visée à l'article D.29-16, § 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en dehors des heures d'ouverture habituelles des bureaux qui peut être suspendue durant les périodes visées à l'article D. 29-13, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Outre les formalités de publicité prévues aux articles D.29-7 à D.29-9 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures sont publiés par extraits au *Moniteur belge*.

En vue de produire un seul plan de gestion de district hydrographique international, l'enquête publique est également annoncée par écrit aux autres Etats ou régions du district hydrographique international.

Le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce, ainsi que les adresses du portail de la Région wallonne consacré à la Directive-cadre sur l'eau et des lieux où le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures peuvent être consultés et l'adresse à laquelle les observations écrites peuvent être envoyées.

§ 3. L'autorité de bassin met à disposition le projet de plan de gestion visé à l'article D.24, § 1<sup>er</sup>, et le projet de programme de mesures, ainsi que le rapport sur les incidences environnementales et les informations utilisées pour leur élaboration, sur le portail de la Région wallonne consacré à la Directive-cadre sur l'eau et dans chaque commune du bassin hydrographique wallon concerné. »;

2° dans le paragraphe 4, les mots « et les rapports sur les incidences environnementales » sont insérés entre les mots « projets de plan de gestion et de programme de mesure » et les mots « à enquête publique »;

3° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les avis sollicités sont transmis quatre mois après le début de l'enquête publique à l'autorité de bassin. A défaut, ils sont réputés favorables. Les avis sont publiés sur le portail de la Région wallonne consacré à la Directive-cadre sur l'eau et consultables jusqu'à la fin de l'enquête. »;

4° les paragraphes 5 à 7 sont remplacés par ce qui suit :

« § 5. Dans les huit jours de la fin de l'enquête publique, les communes transmettent à l'autorité de bassin le procès-verbal de clôture prévu à l'article D.29-19 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis émis par les instances visées au paragraphe 4 sont pris en considération lors de l'adoption du plan de gestion et du programme de mesures.

Le plan de gestion comprend un résumé des mesures prises pour l'information et la consultation du public et les résultats de ces mesures.

§ 6. L'autorité de bassin adopte le plan de gestion et le programme de mesures tous les six ans à compter du 22 décembre 2009.

Le plan de gestion et le programme de mesures sont publiés par extraits au *Moniteur belge*.

Les dispositions prescriptives du programme de mesures ont valeur indicative dix jours après la publication du programme de mesures au *Moniteur belge*.

Dans les quinze jours de la publication au *Moniteur belge*, les personnes ou instances qui ont été consultées en vertu du paragraphe 4 en sont informées. Dans le même délai, le plan de gestion et le programme de mesures sont publiés sur le portail de la Région wallonne consacré à la Directive-cadre sur l'eau.

§ 7. La présente procédure s'applique également aux procédures de mise à jour du plan de gestion et du programme de mesures. ».

**Art. 7.** L'article D.29 du même Livre est abrogé.

**Art. 8.** L'article D. 53-6 du même Livre, inséré par le décret du 4 février 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.53-6. § 1<sup>er</sup>. L'autorité de bassin élabore un projet de plan de gestion en vue de l'élaboration du plan de gestion des risques d'inondation visé à l'article D.53-3.

En même temps qu'elle arrête les projets de plan de gestion, l'autorité de bassin les soumet à l'évaluation des incidences sur l'environnement visée à l'article D.53 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Il ne peut être fait application de l'exemption prévue à l'article D. 53, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Lorsque l'information exigée à l'article D.56 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est donnée de manière suffisante dans le projet de plan de gestion des risques d'inondation, le rapport sur les incidences environnementales peut être limité sur ce point à une référence précise à ce projet.

L'article D. 57, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ne s'applique pas à l'évaluation des incidences environnementales prévue par le présent article.

§ 2. Un an au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion, le Gouvernement soumet le projet de plan de gestion des risques d'inondation, ainsi que le rapport sur les incidences environnementales établi en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, à une enquête publique, organisée conjointement à l'enquête publique relative aux projets de plan de gestion de bassin hydrographique et de programme de mesures, prévue à l'article D.28.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique visée à l'article D. 28, § 2, sont applicables à l'enquête publique organisée en vertu du présent article.

§ 3. L'autorité de bassin met à disposition le projet de plan de gestion des risques d'inondation et le rapport sur les incidences environnementales, ainsi que les informations utilisées pour leur élaboration, sur le portail Environnement de la Région wallonne et dans chaque commune du bassin hydrographique wallon concerné.

§ 4. L'autorité de bassin soumet le projet de plan de gestion des risques d'inondation, ainsi que les rapports sur les incidences environnementales, à l'avis des instances visées à l'article D.28, § 4, et selon les modalités de cet article.

Les avis sont publiés sur le portail Environnement de la Région wallonne et consultables jusqu'à la fin de l'enquête.

§ 5. Dans les huit jours de la fin de l'enquête publique, les communes transmettent à l'autorité de bassin le procès-verbal de clôture prévu à l'article D.29-19 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis émis par les instances visées au paragraphe 4 sont pris en considération lors de l'adoption du plan de gestion des risques d'inondation.

Le plan de gestion des risques d'inondation comprend un résumé des mesures prises pour l'information et la consultation du public et les résultats de ces mesures.

§ 6. L'autorité de bassin adopte le plan de gestion des risques d'inondation tous les 6 ans à compter du 22 décembre 2015.

Le plan de gestion des risques d'inondation est publié par extraits au *Moniteur belge*.

Dans les quinze jours de la publication au *Moniteur belge*, les personnes ou instances qui ont été consultées en vertu du paragraphe 4 en sont informées. Dans le même délai, le plan de gestion des risques d'inondation est également publié sur le portail Environnement de la Région wallonne.

§ 7. La présente procédure s'applique également aux procédures de mise à jour du plan de gestion. ».

**Art. 9.** L'article D.53-7 du même Livre, inséré par le décret du 4 février 2010, est abrogé.

**Art. 10.** Dans l'article D.174, § 3, du même Livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, les mots « En application de l'article 318, § 2, 12<sup>o</sup>, » sont remplacés par les mots « En application de l'article D.288, § 2, 1<sup>o</sup>, ».

**Art. 11.** A l'article D.175 du même Livre, modifié par le décret du 31 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé;

b) le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 12.** Dans la Partie II, Titre VII, Chapitre II du même Livre, il est inséré une section 5 intitulée :

« Section 5. Protection des eaux potabilisables dans le cadre du contrat de service de protection ».

**Art. 13.** Dans la section 5 insérée par l'article 12, il est inséré un article D.176bis rédigé comme suit :

« Art. D.176bis. Aux fins de protéger la qualité des eaux et dans le cadre de sa mission de protection des eaux potabilisables :

1<sup>o</sup> la S.P.G.E. organise et met en œuvre avec le concours des titulaires de prises d'eau visés à l'article D.169 :

a) la délimitation des zones de prévention et de surveillance autour des prises d'eau potabilisable;

b) les actions préventives au sein des zones de prévention et de surveillance des prises d'eau potabilisable;

c) les travaux curatifs destinés à lutter contre les pollutions accidentelles susceptibles d'atteindre les prises d'eau potabilisable;

d) des solutions alternatives à la protection des eaux potabilisables.

Concernant le point c), la S.P.G.E. est autorisée à récupérer les montants avancés selon le principe du pollueur-payeur;

2<sup>o</sup> la S.P.G.E. peut s'associer ou collaborer avec des intervenants publics, privés ou publics et privés dans le cadre d'un partenariat par la mise en commun de moyens financiers, humains ou matériels afin de lutter contre les pollutions ponctuelles et diffuses pour protéger les masses d'eau souterraine et de surface.

Ce partenariat s'exerce soit par la conclusion d'une convention de partenariat, soit par la participation de la S.P.G.E. à une institution juridiquement distincte selon les modalités approuvées par le Gouvernement.

Le contrat de gestion de la S.P.G.E. précise les modalités de financement de ce partenariat. ».

**Art. 14.** Dans la Partie III, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre III du même Livre, il est inséré une section 4 intitulée :

« Section 4. Certification des installateurs de systèmes d'épuration individuelle ».

**Art. 15.** Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré un article D.222bis rédigé comme suit :

« Art. D.222bis. Pour l'application de la présente section, l'on entend par installateur, entreprise, constituée en personne physique ou morale, responsable de la bonne exécution des travaux d'installation et de la mise en service d'un système d'épuration individuelle. ».

**Art. 16.** Dans la section 4 insérée par l'article 14, il est inséré un article D.222bis-1 rédigé comme suit :

« Art. D.222bis-1. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement met en place un système de certification des installateurs, sur base volontaire, afin de permettre aux personnes qui le souhaitent de faire appel à un installateur certifié. A cette fin, il peut :

1<sup>o</sup> définir les conditions et la procédure de certification des installateurs;

2<sup>o</sup> établir un droit de dossier relatif aux frais de traitement de la demande de certification et de suivi de celle-ci;

3<sup>o</sup> déterminer la durée de validité de la certification;

4<sup>o</sup> déterminer la procédure et les modalités de vérification du respect des engagements de l'installateur certifié;

5<sup>o</sup> déterminer les conditions de retrait, de la suspension et de renouvellement de la certification;

6<sup>o</sup> définir les procédures de recours.

§ 2. Dans le cadre de sa mission de service public relative à la gestion publique de l'assainissement autonome prévue à l'article D.222/1, la S.P.G.E. est désignée comme l'autorité compétente chargée de délivrer, suspendre ou retirer une certification.

§ 3. Les organismes d'assainissement agréés procèdent au contrôle et à la surveillance de la qualité du travail des installateurs certifiés. ».

**Art. 17.** Dans l'article D.331 du même Livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, 1<sup>o</sup>, les mots « , du comité des experts et le statut de leurs membres » sont supprimés;

b) au paragraphe 2, 4<sup>o</sup>, les mots « des captages » sont remplacés par les mots « des eaux potabilisables ».

**Art. 18.** Dans l'article D.332 du même Livre, modifié par les décrets du 7 novembre 2007 et du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « les prises d'eau potabilisable » sont remplacés par les mots « les eaux potabilisables »;

b) au paragraphe 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° la protection des eaux potabilisables au profit des producteurs d'eau potabilisable qui la destine à la distribution publique.

Cette mission est exercée conformément à l'article D.176bis et peut être accomplie avec les titulaires de prises d'eau visés à l'article D.169; »;

c) au paragraphe 3, les mots « des captages » sont remplacés par « des eaux potabilisables ».

**Art. 19.** Dans l'article D.335 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, les mots « des captages » sont remplacés par « des eaux potabilisables »;

b) au paragraphe 3, au 1°, les mots « des captages » sont remplacés par « des eaux potabilisables »;

c) au paragraphe 3, au 4°, les mots « des captages » sont remplacés par « des eaux potabilisables ».

**Art. 20.** Dans l'article D.337 du même Livre, les mots « des captages » sont remplacés par les mots « des eaux potabilisables ».

**Art. 21.** L'article D.340 du même Livre est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 janvier 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————  
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 685 (2016-2017) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 janvier 2017.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/200512]

### 19. JANUAR 2017 — Dekret zur Abänderung der Bücher I und II des Umweltgesetzbuches (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

#### KAPITEL I — Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches

**Artikel 1** - In Artikel D. 53 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 4. Februar 2010, wird § 7 durch Folgendes ersetzt:

„ § 7. Die in Artikel D.53-3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten Hochwasserrisikomanagementpläne werden einer Umweltverträglichkeitsbewertung im Sinne des vorliegenden Kapitels unterworfen.“.

#### KAPITEL II — Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

**Art. 2** - In Artikel 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In Ziffer 18 werden die Wörter "in Artikel 318 § 2 erwähnten" durch die Wörter "in Artikel D.288 § 2 Absatz 2 erwähnten" ersetzt;

b) Es wird eine Ziffer 27ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"27<sup>ter</sup>: "Wasserrahmenrichtlinie": die Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;"

c) Es wird eine Ziffer 81bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:



"81<sup>o</sup>bis: "individuelles Klärsystem": Ausrüstung, anhand deren das Haushaltsabwasser aus einem Wohnhaus oder einer Gruppe von Wohnhäusern geklärt und das geklärte Wasser abgeleitet werden kann;"

**Art. 3** - In Artikel D. 4 § 2 letzter Absatz desselben Buches werden die Wörter "oder als Mitglied des Sachverständigenausschusses" gestrichen.

**Art. 4** - In Artikel D. 26 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird um die Wörter ", sowie einen vorläufigen Überblick über die für das Einzugsgebiet festgestellten wichtigen Wasserbewirtschaftungsfragen" ergänzt;

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Mindestens drei Jahre vor dem Datum der in Aussicht genommenen Veröffentlichung des Bewirtschaftungsplans werden die Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms sowie der vorläufige Überblick über die wichtigen Fragen auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und von der Einzugsgebietsbehörde einer öffentlichen Untersuchung von einer Dauer von mindestens sechs Monaten unterworfen. Gleichzeitig stellt die Einzugsgebietsbehörde die Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms, den vorläufigen Überblick über die wichtigen Fragen, sowie die zu deren Aufstellung verwendeten Informationen auf dem Portal der Wallonischen Region, das der Wasserrahmenrichtlinie gewidmet ist, und in jeder Gemeinde des betroffenen wallonischen Einzugsgebiets zur Verfügung.";

3° In § 3 Absatz 3 werden die Wörter "sowie der Überblick über die wichtigen Fragen" zwischen "Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms" und "eingesehen werden können" eingefügt;

4° In § 4 werden die Wörter "und den vorläufigen Überblick über die wichtigen Fragen" zwischen "Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms" und "einer öffentlichen Untersuchung" eingefügt;

5° § 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 6. Innerhalb von sechzig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung legt die Einzugsgebietsbehörde den Zeitplan, das Arbeitsprogramm und den Überblick über die wichtigen Fragen fest. Ihr Beschluss wird mit Gründen versehen. Der Zeitplan, das Arbeitsprogramm und der Überblick über die wichtigen Fragen werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und auf dem Portal der Wallonischen Region, das der Wasserrahmenrichtlinie gewidmet ist, zugänglich gemacht."

**Art. 5** - Artikel D. 27 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird aufgehoben.

**Art. 6** - In Artikel D. 28 desselben Buches, abgeändert durch die Dekrete vom 4. Februar 2010 und 27. März 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 bis § 3 werden durch das Folgende ersetzt:

"§ 1. Zur Ausarbeitung des in Artikel D.24 § 1 erwähnten Bewirtschaftungsplans erarbeitet die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf eines Bewirtschaftungsplans sowie den Entwurf eines Maßnahmenprogramms, die insbesondere auf Basis der nach Abschluss der in Artikel D.26 vorgesehenen Verfahren eingeholten Gutachten und Bemerkungen aufgestellt werden.

Während sie die Entwürfe eines Bewirtschaftungsplans und eines Maßnahmenprogramms aufstellt, unterwirft die Einzugsgebietsbehörde sie zugleich der in Artikel D.53 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bewertung der Umweltverträglichkeit.

Es darf nicht von der in Artikel D. 53 § 1 Absatz 2 und 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Befreiung Gebrauch gemacht werden.

Wenn die in Artikel D.56 des Buches I des Umweltgesetzbuches geforderte Information in dem Entwurf des Bewirtschaftungsplans oder in dem Entwurf des Maßnahmenprogramms ausreichend gegeben wird, kann der Umweltverträglichkeitsbericht für den betroffenen Punkt lediglich auf eine bestimmte Stelle dieses Entwurfs verweisen.

Artikel D. 57 § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches findet keine Anwendung auf die im vorliegenden Artikel vorgesehene Bewertung der Umweltverträglichkeit.

§ 2. Mindestens ein Jahr vor dem geplanten Datum der Veröffentlichung des in Artikel D.24 § 1 erwähnten Bewirtschaftungsplans unterwirft die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und den Entwurf eines Maßnahmenprogramms sowie den kraft § 1 erstellten Umweltverträglichkeitsbericht einer öffentlichen Untersuchung von einer Dauer von mindestens sechs Monaten.

Artikel D. 29-13 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches findet keine Anwendung auf den vorliegenden Artikel, mit Ausnahme des in Artikel D.29-16 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Gemeindebereitschaftsdienstes außerhalb der üblichen Büroöffnungszeiten, der während der in Artikel D. 29-13 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Zeiträume ausgesetzt werden kann.

Zusätzlich zu den in Artikel D.29-7 bis D.29-9 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bekanntmachungsformalitäten werden der Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und der Entwurf eines Maßnahmenprogramms auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Zur Vorlage eines einzigen Bewirtschaftungsplans einer internationalen Flussgebietseinheit wird die öffentliche Untersuchung ebenfalls in den anderen Staaten oder Regionen der internationalen Flussgebietseinheit schriftlich angekündigt.

Der Anfang und das Ende der Laufzeit der öffentlichen Untersuchung, sowie die Adressen des Portals der Wallonischen Region, das der Wasserrahmenrichtlinie gewidmet ist, und der Stellen, bei denen der Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und der Entwurf eines Maßnahmenprogramms eingesehen werden können und die Anschrift der Stelle, an die die schriftlichen Bemerkungen gerichtet werden können, werden in der Ankündigung angegeben.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde stellt den Entwurf des in Artikel D.24 § 1 erwähnten Bewirtschaftungsplans und den Entwurf eines Maßnahmenprogramms sowie den Umweltverträglichkeitsbericht und die zu deren Aufstellung verwendeten Informationen auf dem Portal der Wallonischen Region, das der Wasserrahmenrichtlinie gewidmet ist, und in jeder Gemeinde des betroffenen wallonischen Einzugsgebiets zur Verfügung.";

2° In § 4 werden die Wörter "sowie die Umweltverträglichkeitsberichte" zwischen "den Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und den Entwurf eines Maßnahmenprogramms" und "einer öffentlichen Untersuchung" eingefügt;

3° § 4 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die beantragten Gutachten werden der Einzugsgebietsbehörde vier Monate nach dem Anfang der öffentlichen Untersuchung übermittelt. Ist dies nicht der Fall, werden sie als günstig angesehen. Die Gutachten werden auf dem Portal der Wallonischen Region, das der Wasserrahmenrichtlinie gewidmet ist, veröffentlicht und können bis zum Abschluss der Untersuchung eingesehen werden.“;

4° § 5 bis § 7 werden durch das Folgende ersetzt:

„§ 5. Innerhalb von acht Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermitteln die Gemeinden der Einzugsgebietsbehörde das in Artikel D.29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehene Abschlussprotokoll.

Die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung sowie die von den in § 4 erwähnten Instanzen abgegebenen Gutachten werden bei der Verabschiedung des Bewirtschaftungsplans und des Maßnahmenprogramms berücksichtigt.

Der Bewirtschaftungsplan enthält eine Zusammenfassung der zur Information und Anhörung der Öffentlichkeit getroffenen Maßnahmen und die Ergebnisse dieser Maßnahmen.

§ 6. Die Einzugsgebietsbehörde verabschiedet den Bewirtschaftungsplan und das Maßnahmenprogramm alle sechs Jahre ab dem 22. Dezember 2009.

Der Bewirtschaftungsplan und das Maßnahmenprogramm werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die vorschriftsmäßigen Bestimmungen des Maßnahmenprogramms haben zehn Tage nach der Veröffentlichung des Maßnahmenprogramms im *Belgischen Staatsblatt* Richtwert.

Binnen fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* werden die aufgrund von § 4 zu Rate gezogenen Personen und Instanzen davon in Kenntnis gesetzt. Binnen derselben Frist werden der Bewirtschaftungsplan und das Maßnahmenprogramm auf dem Portal der Wallonischen Region, das der Wasserrahmenrichtlinie gewidmet ist, veröffentlicht.

§ 7. Das vorliegende Verfahren findet ebenfalls Anwendung auf die Aktualisierungsverfahren des Bewirtschaftungsplans und des Maßnahmenprogramms.“.

**Art. 7** - Artikel D.29 desselben Buches wird aufgehoben.

**Art. 8** - Artikel D. 53-6 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 4. Februar 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. D.53-6 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde erarbeitet einen Managementplanentwurf, um den in Artikel D.53-3 erwähnten Hochwasserrisikomanagementplan zu erstellen.

Während sie die Managementplanentwürfe aufstellt, unterwirft die Einzugsgebietsbehörde sie zugleich der in Artikel D.53 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bewertung der Umweltverträglichkeit.

Es darf nicht von der in Artikel D. 53 § 1 Absatz 2 und 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Befreiung Gebrauch gemacht werden.

Wenn die in Artikel D.56 des Buches I des Umweltgesetzbuches geforderte Information in dem Entwurf eines Hochwasserrisikomanagementplans ausreichend gegeben wird, kann der Umweltverträglichkeitsbericht für den betroffenen Punkt lediglich auf eine bestimmte Stelle dieses Entwurfs verweisen.

Artikel D. 57 § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches findet keine Anwendung auf die im vorliegenden Artikel vorgesehene Bewertung der Umweltverträglichkeit.

§ 2. Mindestens ein Jahr vor dem geplanten Datum der Veröffentlichung des Managementplans unterwirft die Regierung den Entwurf eines Hochwasserrisikomanagementplans sowie den kraft § 1 erstellten Umweltverträglichkeitsbericht einer öffentlichen Untersuchung, die zusammen mit der in Artikel D.28 vorgesehenen öffentlichen Untersuchung bezüglich der Entwürfe eines Bewirtschaftungsplans des Einzugsgebiets und eines Maßnahmenprogramms organisiert wird.

Die Organisationsmodalitäten der in Artikel D. 28 § 2 genannten öffentlichen Untersuchung finden Anwendung auf die aufgrund des vorliegenden Artikels organisierte öffentliche Untersuchung.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde stellt den Entwurf eines Hochwasserrisikomanagementplans und den Umweltverträglichkeitsbericht sowie die zu deren Aufstellung verwendeten Informationen auf dem Umweltportal der Wallonischen Region und in jeder Gemeinde des betroffenen wallonischen Einzugsgebiets zur Verfügung.

§ 4. Die Einzugsgebietsbehörde legt den in Artikel D.28 § 4 genannten Instanzen den Entwurf eines Hochwasserrisikomanagementplans und den Umweltverträglichkeitsbericht zur Begutachtung vor, und dies nach den Modalitäten dieses Artikels.

Die Gutachten werden auf dem Umweltportal der Wallonischen Region veröffentlicht und können bis zum Abschluss der Untersuchung eingesehen werden.

§ 5. Innerhalb von acht Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermitteln die Gemeinden der Einzugsgebietsbehörde das in Artikel D.29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehene Abschlussprotokoll.

Die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, sowie die von den in § 4 erwähnten Instanzen abgegebenen Gutachten, werden bei der Verabschiedung des Hochwasserrisikomanagementplans berücksichtigt.

Der Hochwasserrisikomanagementplan enthält eine Zusammenfassung der zur Information und Anhörung der Öffentlichkeit ergriffenen Maßnahmen und die Ergebnisse dieser Maßnahmen.

§ 6. Die Einzugsgebietsbehörde verabschiedet den Hochwasserrisikomanagementplan alle 6 Jahre ab dem 22. Dezember 2015.

Der Hochwasserrisikomanagementplan wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Binnen fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* werden die aufgrund von § 4 zu Rate gezogenen Personen und Instanzen davon in Kenntnis gesetzt. Binnen derselben Frist wird der Hochwasserrisikomanagementplan auch auf dem Umweltportal der Wallonischen Region veröffentlicht.

§ 7. Das vorliegende Verfahren findet ebenfalls Anwendung auf die Aktualisierungsverfahren des Managementplans.“.

**Art. 9** - Artikel D.53-7 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 4. Februar 2010, wird aufgehoben.

**Art. 10** - In Artikel D.174 § 3 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, werden die Wörter „In Anwendung des Artikels 318, § 2, 12°“ durch die Wörter „In Anwendung des Artikels D.288, § 2, 1°“ ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel D.175 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) In § 2 wird Absatz 2 aufgehoben;
- b) § 3 wird aufgehoben.

**Art. 12** - In Teil II Titel VII Kapitel II desselben Buches wird ein Abschnitt 5 mit folgender Überschrift eingefügt:

„Abschnitt 5 - Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers im Rahmen des Dienstleistungsvertrags für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers“.

**Art. 13** - Es wird in den durch Artikel 12 eingefügten Abschnitt 5 ein Artikel D. 176bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.176bis - Zum Schutz der Qualität des Wassers und im Rahmen ihrer Aufgabe, das zu Trinkwasser aufbereitbare Wasser zu schützen:

1° organisiert und implementiert die SPGE in Zusammenarbeit mit den in Artikel D.169 erwähnten Inhabern von Wasserentnahmestellen:

- a) die Abgrenzung der Präventiv- und Überwachungszonen um die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser herum;
- b) die Präventivmaßnahmen innerhalb der Präventiv- und Überwachungszonen der Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser;
- c) die Abhilfemaßnahmen zur Bekämpfung unfallbedingter Verschmutzungen, die die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser verseuchen könnten;
- d) Alternativlösungen zum Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers.

In Bezug auf Buchstabe c) ist die SPGE befugt, die bereits ausgegebenen Beträge gemäß dem Verursacherprinzip zurückzufordern;

2° Die SPGE kann sich mit öffentlichen, privaten, oder öffentlichen und privaten Akteuren zusammenschließen oder mit ihnen zusammenarbeiten im Rahmen einer Partnerschaft, durch die sie Finanz-, Personal- oder Sachmittel zusammenlegen, um zum Schutz der Grund- und Oberflächenwasserkörper die punktuellen und diffusen Verschmutzungen zu bekämpfen.

Diese Partnerschaft kommt entweder durch den Abschluss einer Partnerschaftvereinbarung oder durch die Beteiligung der SPGE an einer rechtlich getrennten Einrichtung nach den von der Regierung genehmigten Modalitäten zustande.

Im Geschäftsführungsvertrag der SPGE werden die Finanzierungsmodalitäten dieser Partnerschaft näher bestimmt.“.

**Art. 14** - In Teil III Titel I Kapitel III desselben Buches wird ein Abschnitt 4 mit folgender Überschrift eingefügt:

„Abschnitt 4 - Zertifizierung der Installateure von individuellen Klärsystemen“.

**Art. 15** - Es wird in den durch Artikel 14 eingefügten Abschnitt 4 ein Artikel D. 222bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.222bis - Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts wird unter „Installateur“ ein als natürliche oder juristische Person gegründetes Unternehmen verstanden, das für die ordnungsgemäße Ausführung der Installationsarbeiten und der Inbetriebnahme eines individuellen Klärsystems verantwortlich ist.“.

**Art. 16** - Es wird in den durch Artikel 14 eingefügten Abschnitt 4 ein Artikel D. 222bis-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.222bis-1 - § 1. Die Regierung führt ein System zur Zertifizierung der Installateure auf freiwilliger Basis ein, um es allen Interessenten zu ermöglichen, einen zertifizierten Installateur hinzuzuziehen. Zu diesem Zweck kann sie:

- 1° die Bedingungen und das Verfahren zur Zertifizierung der Installateure bestimmen;
- 2° eine Aktengebühr im Zusammenhang mit den Kosten zur Bearbeitung des Antrags auf Zertifizierung und zu dessen Weiterverfolgung festlegen;
- 3° die Gültigkeitsdauer der Zertifizierung festsetzen;
- 4° das Verfahren und die Modalitäten zur Überprüfung der Einhaltung der vom zertifizierten Installateur eingegangenen Verpflichtungen bestimmen;
- 5° die Bedingungen für den Entzug, die Aussetzung und die Erneuerung der Zertifizierung bestimmen;
- 6° die Beschwerdeverfahren definieren.

§ 2. Im Rahmen ihrer in Artikel D.222/1 vorgesehenen Aufgabe des öffentlichen Dienstes bezüglich der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung wird die SPGE als die zuständige Behörde bestimmt, die damit beauftragt wird, eine Zertifizierung zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen.

§ 3. Die zugelassenen Sanierungseinrichtungen übernehmen die Kontrolle und die Überwachung der Qualität der von den zertifizierten Installateuren geleisteten Arbeit.“.

**Art. 17** - In Artikel D.331 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In § 2 Ziffer 1 werden die Wörter „, des Sachverständigenausschusses und das Statut deren Mitglieder“ gestrichen;

b) In § 2 Ziffer 4 werden die Wörter „der Wasserentnahmestellen“ durch die Wörter „des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers“ ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel D.332 desselben Buches, abgeändert durch die Dekrete vom 7. November 2007 und 12. Dezember 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In § 1 Ziffer 1 werden die Wörter "die Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser" durch die Wörter "das zu Trinkwasser aufbereitbare Wasser" ersetzt;

b) In § 2 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers zugunsten der Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, die es zur öffentlichen Versorgung bestimmen.

Diese Aufgabe wird in Übereinstimmung mit Artikel D.176bis wahrgenommen und kann gemeinsam mit den in Artikel D.169 erwähnten Inhabern von Wasserentnahmestellen erfüllt werden;"

c) In § 3 werden die Wörter "Arbeiten zum Schutz bestimmter Wasserentnahmestellen" durch die Wörter "bestimmte Arbeiten zum Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers" ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel D.335 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In § 2 werden die Wörter "der Wasserentnahmestellen" durch die Wörter "des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers" ersetzt;

b) In § 3 Ziffer 1 werden die Wörter "der Wasserentnahmestellen" durch die Wörter "des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers" ersetzt;

c) In § 3 Ziffer 4 werden die Wörter "der Wasserentnahmestellen" durch die Wörter "des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel D.337 desselben Buches werden die Wörter "der Wasserentnahmestellen" durch die Wörter "des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers" ersetzt.

**Art. 21** - Artikel D.340 desselben Buches wird aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Januar 2017

Der Ministerpräsident,  
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe  
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien  
J-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie  
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung  
E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion  
R. COLLIN

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2016-2017.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 685 (2016-2017) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Januar 2017

Diskussion.

Abstimmung.



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200512]

## 19 JANUARI 2017. — Decreet houdende wijziging van Boek I en Boek II van het Milieuwetboek (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Wijziging aangebracht in Boek I van het Milieuwetboek

**Artikel 1.** In artikel D.53 van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 2010, wordt § 7 vervangen als volgt:

“ § 7. De beheersplannen voor overstromingsrisico's bedoeld in artikel D.53-3 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden onderworpen aan een milieueffectbeoordeling overeenkomstig dit hoofdstuk.”.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

**Art. 2.** In artikel 2 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 18° worden de woorden “bedoeld in artikel 318, § 2,” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel D.288, § 2, tweede lid,”;

b) er wordt een punt 27<sup>o</sup>ter ingevoegd, luidend als volgt :

“27<sup>o</sup>ter : “ kaderrichtlijn inzake waterbeleid” : Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;”;

c) er wordt een punt 81<sup>o</sup>bis ingevoegd, luidend als volgt :

“81<sup>o</sup>bis : “Individueel zuiveringssysteem” : uitrusting waarmee het huishoudelijk afvalwater geloosd door een woning of een groep van woningen gezuiverd kan worden en waarmee het gezuiverde water afgevoerd kan worden;”.

**Art. 3.** Artikel D.4, § 2, laatste lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden “of van lid van het Comité van de deskundigen” opgeheven.

**Art. 4.** In artikel D.26 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht : 26 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met de woorden “, alsook een voorlopige synthese van de belangrijke vragen die in het stroomgebied worden gesteld inzake het waterbeheer”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“ § 2. Minstens drie jaar vóór de voorziene datum van publicatie van het beheersplan worden de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma alsook de voorlopige synthese van de belangrijke vragen per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en door de stroomgebiedsoverheid onderworpen aan een terinzagelegging van minstens zes maanden. Tegelijk worden door de stroomgebiedsoverheid de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma, de synthese van de belangrijke vragen alsook de informatie gebruikt voor de opstelling ervan, ter beschikking gesteld op het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid en in elke gemeente van het betrokken Waals stroomgebied.”;

3° in § 3, derde lid, worden de woorden “alsook de synthese van de belangrijke vragen” ingevoegd tussen de woorden “waar de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma” en de woorden “geraadpleegd kunnen worden”;

4° in § 4 worden de woorden “en de voorlopige synthese van de belangrijke vragen” ingevoegd tussen de woorden “ontwerpen van tijdschema en werkprogramma” en de woorden “wint de stroomgebiedsoverheid”;

5° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“ § 6. Binnen zestig dagen na het einde van de terinzagelegging bepaalt de stroomgebiedsoverheid het tijdschema, het werkprogramma en de synthese van de belangrijke vragen. Haar beslissing wordt met reden omkleed. Het tijdschema, het werkprogramma en de synthese van de belangrijke vragen worden per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en zijn raadpleegbaar op het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid.”.

**Art. 5.** Artikel D. 27 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel D. 28 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de decreten van 4 februari 2010 en 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de §§ 1 tot 3 worden vervangen als volgt :

“ § 1. Bij de opstelling van het beheersplan bedoeld in artikel 24, § 1, zal de stroomgebiedsoverheid een ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma opstellen, met name op grond van de adviezen en opmerkingen ingewonnen na de procedures van artikel D.26.

In dezelfde tijd als ze de ontwerpen van beheersplannen en maatregelenprogramma goedkeurt, onderwerpt de stroomgebiedsoverheid ze aan de milieueffectbeoordeling bedoeld in artikel D.53 van Boek I van het Milieuwetboek.

De vrijstelling bedoeld in artikel D.53, § 1, tweede en derde lid, van Boek I van het Milieuwetboek kan niet toegepast worden.

Wanneer de informatie vereist in artikel D.56 van Boek I van het Milieuwetboek in het ontwerp van beheersplan of maatregelenprogramma op voldoende wijze wordt gegeven, kan het verslag over de milieugevolgen beperkt worden tot een precieze verwijzing naar dit ontwerp.

Artikel D.57, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek is niet van toepassing op de in dit artikel bedoelde milieueffectenbeoordeling.

“ § 2. Minstens een jaar vóór de voorziene datum van publicatie van het beheersplan bedoeld in artikel D.24, § 1, worden de ontwerpen van beheersplan en van maatregelenprogramma alsook het krachtens § 1 opgemaakte verslag over de milieugevolgen door de stroomgebiedsoverheid onderworpen aan een terinzagelegging van minstens zes maanden.

Artikel D.29-13, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek is niet van toepassing op dit artikel behalve wat betreft de gemeentelijke dienstwaarneming bedoeld in artikel D.29-16, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek buiten de gewoontelijke openingsuren van de kantoren die tijdens de periodes bedoeld in artikel D.29-13, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek opgeschort kan worden.

Naast de aankondigingsmodaliteiten bedoeld in de artikelen D.29-7 tot D.29-9 van Boek I van het Milieuwetboek worden de ontwerpen van beheersplan en van maatregelenprogramma per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Om een enkel internationaal stroomgebiedbeheersplan voort te brengen, wordt de terinzagelegging ook schriftelijk aangekondigd aan de andere staten of regio's van het internationaal stroomgebiedsdistrict.

Begin en einde van de termijn voor terinzagelegging worden meegedeeld in het bericht alsmede de adressen van het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid en de plaatsen waar het ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma geraadpleegd kan worden en het adres waar de schriftelijke opmerkingen toegezonden kunnen worden.

§ 3. De stroomgebiedsoverheid stelt het in artikel D.24, § 1, bedoelde ontwerp van beheersplan en het ontwerp van maatregelenprogramma alsook het verslag over de milieugevolgen en de informatie gebruikt voor de uitvoering ervan ter beschikking op het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid en in elke gemeente van het betrokken Waalse stroomgebied.”;

2° in § 4 worden de woorden “en de verslagen over de milieugevolgen” ingevoegd tussen de woorden “de ontwerpen van beheersplan en maatregelenprogramma” en de woorden “wint de stroomgebiedsoverheid”;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid :

“De aangevraagde adviezen worden vier maanden na het begin van de terinzagelegging aan de stroomgebiedsoverheid overgemaakt. Zo niet worden ze geacht gunstig te zijn. De adviezen worden op het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid bekengemaakt en kunnen ingezien worden tot het einde van het onderzoek.”;

4° de §§ 5 tot 7 worden vervangen als volgt :

“ § 5. Binnen acht dagen na het einde van de terinzagelegging maken de gemeenten het proces-verbaal van afsluiting bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek aan de stroomgebiedsoverheid over.

De resultaten van de terinzagelegging alsmede de adviezen van de instanties bedoeld in paragraaf 4 worden in beschouwing genomen bij de goedkeuring van het beheersplan en het maatregelenprogramma.

Het beheersplan bevat een samenvatting van de maatregelen genomen voor de informatie en raadpleging van het publiek, alsook de resultaten van deze maatregelen.

§ 6. Het beheersplan en het maatregelenprogramma worden om de zes jaar vanaf 22 december 2009 goedgekeurd door de stroomgebiedsoverheid.

Het beheersplan en het maatregelenprogramma worden per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De voorgeschreven bepalingen van het maatregelenprogramma hebben een indicatieve waarde tien dagen na de bekendmaking van het maatregelenprogramma in het *Belgisch Staatsblad*.

Binnen tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* worden de personen en instanties die zijn geraadpleegd krachtens paragraaf 4 daarover geïnformeerd. Binnen dezelfde termijn worden het beheersplan en het maatregelenprogramma op het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid bekendgemaakt.

§ 7. Deze procedure is ook van toepassing op de procedures voor de bijwerking van het beheersplan en het maatregelenprogramma.”.

**Art. 7.** Artikel D.29 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 53-6 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 2010, wordt vervangen als volgt :

“Art. D.53-6. § 1. De stroomgebiedsoverheid stelt een ontwerp van beheersplan op met het oog op de opstelling van het overstromingsrisicobeheersplan bedoeld in artikel D.53-3.

In dezelfde tijd als ze de ontwerpen van beheersplan goedkeurt, onderwerpt de stroomgebiedsoverheid ze aan de milieueffectbeoordeling bedoeld in artikel D.53 van Boek I van het Milieuwetboek.

De vrijstelling bedoeld in artikel D.53, § 1, tweede en derde lid, van Boek I van het Milieuwetboek kan niet toegepast worden.

Wanneer de informatie vereist in artikel D.56 van Boek I van het Milieuwetboek in het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan op voldoende wijze wordt gegeven, kan het verslag over de milieugevolgen beperkt worden tot een precieze verwijzing naar dit ontwerp.

Artikel D.57, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek is niet van toepassing op de in dit artikel bedoelde milieueffectenbeoordeling.

“ § 2. Minstens een jaar vóór de voorziene datum van publicatie van het beheersplan worden het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan alsook het krachtens § 1 opgemaakte verslag over de milieugevolgen door de Regering onderworpen aan een terinzagelegging die gezamenlijk met de in artikel D.28 bedoelde terinzagelegging betreffende de ontwerpen van beheersplan van stroomgebied en van maatregelenprogramma georganiseerd wordt.

De modaliteiten voor de organisatie van de in artikel D.28, § 2, bedoelde terinzagelegging zijn van toepassing op de krachtens dit artikel georganiseerde terinzagelegging.

§ 3. De stroomgebiedsoverheid stelt het ontwerp van het overstromingsrisicobeheersplan en het verslag over de milieugevolgen evenals de informatie gebruikt voor de uitvoering ervan ter beschikking op het portaal van het Waalse Gewest bestemd voor de Kaderrichtlijn inzake waterbeleid en in elke gemeente van het betrokken Waalse stroomgebied.

§ 4. Het ontwerp van overstromingsrisicobeheersplan en de verslagen over de milieugevolgen worden door de stroomgebiedsoverheid aan het advies van de instanties bedoeld in artikel D.28, § 4, voorgelegd volgens de modaliteiten bedoeld in dat artikel.

De adviezen worden op het Milieuportaal van het Waalse Gewest bekendgemaakt en kunnen ingezien worden tot het einde van het onderzoek.

" § 5. Binnen acht dagen na het einde van het openbaar onderzoek maken de gemeenten het proces-verbaal van afsluiting bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek aan de stroomgebiedsoverheid over.

De resultaten van de terinzagelegging alsmede de adviezen van de instanties bedoeld in paragraaf 4 worden in beschouwing genomen bij de goedkeuring van het overstromingsrisicobeheersplan.

Het overstromingsrisicobeheersplan bevat een samenvatting van de maatregelen genomen voor de informatie en raadpleging van het publiek, alsook de resultaten van deze maatregelen.

§ 6. Het overstromingsrisicobeheersplan wordt om de zes jaar vanaf 22 december 2015 goedgekeurd door de stroomgebiedsoverheid.

Het overstromingsrisicobeheersplan wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Binnen tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* worden de personen en instanties die zijn geraadpleegd krachtens paragraaf 4 daarover geïnformeerd. Binnen dezelfde termijn worden het overstromingsrisicobeheersplan ook op het Milieuportaal van het Waalse Gewest bekendgemaakt.

§ 7. Deze procedure is ook van toepassing op de procedures voor de bijwerking van het beheersplan en het maatregelenprogramma."

**Art. 9.** Artikel D.53-7 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 2010, wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel D.174, § 3, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, worden de woorden "Met toepassing van artikel 318, § 2, 12°," vervangen door de woorden "Met toepassing van artikel D.288, § 2, 1°,".

**Art. 11.** In artikel D.175 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in § 2 wordt het tweede lid opgeheven;
- b) paragraaf 3 wordt opgeheven.

**Art. 12.** In Deel II, Titel VII, Hoofdstuk II, van hetzelfde Boek wordt afdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 5. Bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water in het kader van het beschermingsdienstcontract".

**Art. 13.** Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 12, wordt aangevuld met een artikel D.176bis, luidend als volgt :

"Art. D.176bis. Met het oog op de bescherming van de waterkwaliteit en in het kader van haar opdracht inzake de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water:

1° worden de volgende handelingen door de "S.P.G.E." georganiseerd en uitgevoerd met de medewerking van de houders van winningen van water bedoeld in artikel D.169 :

- a) de afbakening van de voorkomings- en de toezichtsgebieden van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water;
- b) de preventieve acties binnen de voorkomings- en de toezichtsgebieden van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water;
- c) de curatieve werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen die de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water kunnen bereiken;
- d) alternatieve oplossingen voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water.

Wat punt c betreft, mag de "S.P.G.E." de voorschotten volgens het beginsel "de vervuiler betaalt" terugvorderen;

2° de "S.P.G.E." kan zich verenigen of samenwerken met partners uit de openbare of de privé-sector in het kader van een partnerschap waardoor financiële, menselijke of materiële middelen gezamenlijk ingeschakeld kunnen worden voor de bestrijding van toevallige en diffuse vervuilingen om de grondwater- en oppervlaktewaterlichamen te beschermen.

Dat partnerschap wordt uitgeoefend ofwel door het sluiten van een partnerschapsovereenkomst, ofwel door het deel uitmaken van de "S.P.G.E." met een ander rechtsstatuut volgens de door de Regering goedgekeurde modaliteiten.

Het beheerscontract van de "S.P.G.E." bepaalt de financieringsmodaliteiten van dit partnerschap."

**Art. 14.** In Deel III, Titel I, Hoofdstuk III, van hetzelfde Boek wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 4. Certificering van installateurs van individuele zuiveringsystemen".

**Art. 15.** Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel D.222bis, luidend als volgt :

"Art. D.222bis. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder installateur, de onderneming opgericht als natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de goede uitvoering van de installatie en de inbedrijfname van een individueel zuiveringssysteem."

**Art. 16.** Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel D.222bis-1, luidend als volgt :

"Art. D.222bis-1. § 1. De Regering voert een systeem voor de certificering van de installateurs op vrijwillige basis in om de personen die het wensen, in staat te stellen om een beroep te doen op een gecertificeerde installateur. Daartoe kan ze :

- 1° de voorwaarden en de procedure van de certificering van de installateurs bepalen;
- 2° een dossierrecht vaststellen betreffende de behandelingskosten van de certificeringsaanvraag en van de opvolging ervan;
- 3° de geldigheidsduur van de certificering bepalen;
- 4° de procedure en de modaliteiten voor de verificatie van de naleving van de verbintenissen van de gecertificeerde installateur bepalen;
- 5° de voorwaarden voor de intrekking, de opschorting en de hernieuwing van de certificering bepalen;
- 6° de beroepsmodaliteiten bepalen.

§ 2. In het kader van haar openbare opdracht betreffende het openbare beheer van de autonome sanering bedoeld in artikel D.222/1 wordt de "S.P.G.E." aangewezen als bevoegde overheid om een certificering toe te kennen, op te schorten of in te trekken.

§ 3. De erkende saneringsinstellingen zorgen voor de controle en het toezicht op de kwaliteit van het werk van de gecertificeerde installateurs."

**Art. 17.** In artikel D.331 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, 1°, vervallen de woorden "van het Comité van de deskundigen en het statuut van hun leden";

b) in § 2, 4°, wordt het woord "winningen" vervangen door de woorden "tot drinkwater verwerkbaar water".

**Art. 18.** In artikel D.332 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de decreten van 7 november 2007 en 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 1°, worden de woorden "de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water" vervangen door de woorden "het tot drinkwater verwerkbaar water";

b) in paragraaf 2 wordt 2° vervangen als volgt :

"2° de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water bestemd voor de openbare verdeling ten gunste van de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water.

Die opdracht wordt overeenkomstig artikel D.176bis uitgevoerd en kan met de in artikel D.169 bedoelde houders van waterwinningen uitgeoefend worden;";

b) in § 3 worden de woorden "van bepaalde winningen " vervangen door de woorden "van tot drinkwater verwerkbaar water".

**Art. 19.** In artikel D.335 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 worden de woorden "van de winningen " vervangen door de woorden "van tot drinkwater verwerkbaar water".

a) in § 3, 1°, worden de woorden "van de winningen " vervangen door de woorden "van tot drinkwater verwerkbaar water".

b) in § 3, 4°, worden de woorden "van de winning " vervangen door de woorden "van tot drinkwater verwerkbaar water".

**Art. 20.** In artikel D.337 van hetzelfde Boek worden de woorden "van winningen" vervangen door de woorden "tot drinkwater verwerkbaar water".

**Art. 21.** Artikel D.340 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 januari 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 685 (2016-2017) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 18 januari 2017.

Bespreking

Stemming.